

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°542 – 14 juin 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

UEMOA : Orientation favorable de l'activité économique en avril 2024

Selon le [bulletin mensuel des statistiques d'avril 2024](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité de l'UEMOA sont ressortis en hausse au cours du mois sous revue. La production industrielle a augmenté de 6,6% en glissement annuel (g.a.) et les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 3,8% et 5,4% en g.a. En outre, l'indicateur du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprise sur la conjoncture, a légèrement diminué en moyenne, soit -0,4 point en g.a., reflétant principalement les diminutions des scores du Sénégal (-1,4), du Bénin (-1,2) et de la Guinée-Bissau (-1,1) ; seul le score du Burkina Faso a enregistré une amélioration (+0,1). Enfin, le taux d'inflation dans l'UEMOA s'est établi à 3,7% en g.a. en avril, contre 2,9% le mois précédent. Ce niveau d'inflation est principalement porté par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées et du logement (contributions respectives de +1,5 et +0,5 point de pourcentage).

Bénin

150 M USD de la Banque mondiale en faveur de l'agriculture

Le 11 juin 2024, la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement de 150 M USD de l'Association

Le chiffre à retenir

1,7 M

C'est le volume en tonne de la production ivoirienne de caoutchouc naturel en 2023.

internationale de développement (IDA) visant à aider le Bénin à améliorer la sécurité alimentaire et la productivité agricole, ainsi qu'à renforcer la résilience des populations du Nord du pays. Cette aide s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui à la compétitivité des filières et à la diversification des exportations (PACOFIDE). Elle devrait notamment financer l'aménagement de 3 000 ha terres irriguées pour la production du riz et de produits maraîchers, mais aussi la réhabilitation et la création de 41 000 ha de plantations d'anacardières. En outre, concernant l'ananas, une ferme école sera créée, ainsi qu'une unité industrielle de production de vitroplants. Pour rappel, l'agriculture au Bénin occupe 2/3 de la population et contribue à environ 20% du PIB.

Burkina Faso

81 Mds FCFA pour la construction d'un dépôt d'hydrocarbures

Le 3 juin 2024, [s'est tenue](#) une rencontre d'information sur le projet de construction d'un dépôt pétrolier dans la commune de Pô, dans la région du Centre-Sud du Burkina Faso. La réalisation de ce projet vise au renforcement



des capacités de stockage de la Société nationale burkinabè des hydrocarbures (SONABHY) pour un coût d'investissement de 81 Mds FCFA (123,5 M EUR). D'après un représentant de la SONABHY, l'infrastructure comprendra un pipeline multi-produits de la ville de Bolgatanga (au nord du Ghana) à Pô, un centre de 2 postes de remplissage de bombonnes et une zone de stockage de produits liquides d'environ 80 000 m³. Le projet pourrait être lancé prochainement pour une durée d'exécution de 24 mois.

Moov Africa et Banque Atlantique s'associent pour améliorer l'accès aux services financiers

Le 7 juin 2024, les filiales burkinabés de Banque Atlantique et Moov Africa [ont conclu](#) un accord visant à renforcer l'accès aux services financiers de bases au Burkina Faso, en développant de manière adaptée leurs services bancaires et mobiles. Ce partenariat devrait permettre le lancement des services "Bank to wallet" et "Wallet to bank", dont l'objectif est de fluidifier les transferts entre les comptes Banque Atlantique et les portefeuilles électroniques Moov Africa des clients.

Côte d'Ivoire

Le gouvernement souhaite dynamiser le développement de l'industrie textile

Le Conseil des ministres réuni le 12 juin 2024 [a adopté](#) une communication relative à la politique sectorielle pour le développement de l'industrie textile et de l'habillement. Le document de politique nationale adopté vise à relancer la chaîne de valeur textile et à développer une industrie locale du textile et de l'habillement. La politique sectorielle pour le développement de l'industrie textile et de l'habillement prend spécifiquement en compte le développement du capital humain et des infrastructures industrielles du textile, la sécurisation de l'approvisionnement en

matières premières et l'attraction d'investissements importants dans les chaînes de valeur du textile. L'objectif est de faire de la Côte d'Ivoire un hub régional intégré de l'industrie textile à l'horizon 2030 et de générer environ 75 000 emplois qualifiés.

Cashew Coast lève 9 M EUR auprès d'AgDevCo pour doubler ses capacités

AgDevCo, investisseur spécialisé dans le secteur agricole, [a annoncé](#), le 13 juin 2024, l'octroi d'un financement 9 M EUR à l'entreprise Cashew Coast, acteur de la transformation de noix de cajou en Côte d'Ivoire. Le financement accordé financera l'expansion de la capacité de transformation de Cashew Coast et la construction de nouveaux entrepôts, ainsi que des programmes d'amélioration de la productivité des agriculteurs. L'investissement vise à doubler les volumes traités par l'entreprise pour atteindre 19 000 tonnes de noix de cajou brutes par an. Cashew Coast emploie 750 personnes et s'approvisionne auprès de plus de 7 000 exploitants agricoles.

La production de caoutchouc naturel en hausse de 30% en 2023

Le président de l'Association des professionnels du caoutchouc naturel de Côte d'Ivoire (Apramac) [a déclaré](#) le 7 juin 2024 que la production de caoutchouc naturel avait augmenté de 30% en 2023, atteignant ainsi un record de 1,7 M tonnes. La Côte d'Ivoire confirme ainsi sa 1^{ère} place de producteur de caoutchouc naturel en Afrique, et s'arroge la 3^{ème} place au niveau mondial. Selon le président, la production de caoutchouc naturel devrait continuer de croître durant les 2 prochaines années, grâce à la bonne organisation du secteur, à la formation des acteurs et au soutien des agriculteurs.



Guinée

Signature d'un term-sheet entre GAC et l'Etat dans le cadre d'un projet de raffinerie d'alumine

Le 6 juin 2024, l'Etat guinéen [a procédé à la signature](#) avec la Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale du groupe Emirates Global Aluminium, d'un term-sheet relatif à la construction d'une raffinerie d'alumine dans la région de Boké, pour un coût global de 4 Mds USD et une production annuelle moyenne de 1 M de tonnes d'alumine. Grace à cet accord, l'Etat guinéen obtient : (i) une participation d'au moins 15% non contributive et non dilutive dans le projet, contre 0% auparavant ; (ii) le poste de PCA au profit d'un Guinéen ; (iii) un engagement ferme de construction de la raffinerie à défaut, le titre minier sera retiré et (iv) des garanties sur le contenu local.

Guinée-Bissau

Inflation à +3,2% en g.a. en mai 2024

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 3,2% en glissement annuel (g.a.) en mai 2024. Ce niveau d'inflation est principalement porté la hausse des prix de par la catégorie "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+31,9% en g.a.). Il masque toutefois un recul du niveau des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-1% en g.a.), de la communication (-2,6%), ainsi que de la restauration et hôtels (-3,6% en g.a.).

Libéria

Accord avec des institutions financières pour soutenir les MPME

Le 29 mai 2024, la Banque centrale du Libéria (BCL) et le Ministère du commerce et de l'industrie [ont annoncé](#) la conclusion d'un accord avec 3 institutions financières locales afin de soutenir les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) libériennes. Cet accord s'inscrit dans le cadre du projet Liberia Investment Finance and Trade (LIFT-P), financé par la Banque mondiale à hauteur de 40 M USD. Les institutions financières concernées sont Afriland First Bank Liberia, Citi Trust Microfinance Company et Liberian Enterprise Development Finance Company qui serviront d'intermédiaires pour financer les MPME et auront à cet effet accès à des lignes de financement dont les montants sont respectivement de 1 M USD, 800 k USD et 700 k USD. Cette initiative permettra ainsi aux MPME d'accéder à des financements avec des taux d'intérêt compétitifs, des conditions de remboursement à long terme et flexibles ainsi qu'une période de grâce jusqu'à un an.

Partenariat avec TGS pour la réalisation d'études sismiques dans le bassin libérien

Le 10 juin 2024, la compagnie TGS, spécialisée dans le relevé et le traitement de données sismiques, [a annoncé](#) qu'elle entreprendra une nouvelle phase de retraitements de données sismiques 2D et 3D sur une ligne de 12 675 km, couvrant les bassins du Libéria et de Harper, situés au large du pays. La mise en œuvre de ce projet intervient suite à un accord entre TGS et la National Oil Company of Liberia (NOCAL). A noter que TGS a achevé auparavant le retraitement d'environ 12 097 km de données sismiques 2D au large du Libéria. Ce projet devrait jouer un rôle crucial dans l'évaluation du potentiel offshore du Libéria, offrant aux



investisseurs des données fiables et homogènes facilitant l'exploration pétrolière et gazière.

Mali

Moody's maintient la note du pays à "Caa2"

Le 11 juin 2024, l'agence de notation internationale Moody's [a annoncé](#) reconduire la note "Caa2" du Mali, avec perspective stable. Selon l'agence, la reconduction de cette note spéculative qui traduit un risque très élevé de défaut se justifie par les tensions politiques persistantes et les problèmes de sécurité et de violence qui nuisent à la situation économique, financière et sociale du pays. Moody's souligne également que plusieurs partenaires au développement ont décidé de rompre les relations avec Bamako ; ce qui a réduit l'enveloppe des subventions au cours des trois dernières années, passant de 3 % du PIB en 2020 à 0,6 % en 2023. Cette situation contribue aux tensions de trésorerie de l'Etat, qui s'est replié sur le marché régional de la dette, où les taux d'intérêt proposés sont relativement élevés.

Mauritanie

Signature d'un accord avec CWP Global pour la production d'acier vert

Le 10 juin 2024, la SNIM (Société Nationale de l'Industrie Minière) [a signé](#) un accord de partenariat avec l'américain CWP Global qui porte sur la réalisation d'un complexe pour la production de fer à réduction directe (DRI). Ce complexe, alimenté par de l'hydrogène vert, serait capable de convertir le minerai de fer brut mauritanien en fer vert briqueté à chaud (HBI), qui sera principalement exporté vers l'industrie sidérurgique européenne. Le HBI vert est en effet considéré comme un ingrédient clé de la décarbonisation de l'industrie sidérurgique, et devrait faire l'objet d'une forte demande en Europe dans les années à venir.

CWP renforce ainsi sa présence en Mauritanie, alors qu'elle envisage de développer également un projet de production de 30 GW d'hydrogène vert dans le pays, encore en phase d'études.

Bientôt 2 300 km de fibre optique supplémentaire

Le 10 juin 2024, le Ministre de la Transformation Numérique et de la Modernisation [a annoncé](#) que 2 300 km supplémentaires de fibre optique seront bientôt réalisés afin de relier tous les chefs-lieux de wilayas du pays. Cette annonce intervient à l'occasion du lancement d'un programme de formation dans le domaine de la fibre optique au profit des jeunes, en partenariat avec Moov Mauritel et le chinois Huawei. La Mauritanie compte aujourd'hui près de 5 500km de fibre optique.

Niger

Orano annonce le redémarrage des travaux de la mine d'uranium d'Imouraren

Le 12 juin 2024, le groupe français Orano [a annoncé](#) le lancement de travaux préalables à la construction de la mine d'uranium d'Imouraren, où les opérations étaient gelées depuis 2015. Le gisement d'uranium d'Imouraren est considéré l'un des plus importants au monde, avec des réserves estimées à 200 000 t, et sa mise en exploitation serait ainsi envisagée pour 2028. Cette mesure intervient dans un contexte où les autorités nigériennes exercent une pression sur les opérateurs miniers occidentaux en les menaçant de retirer leur permis d'exploitation si ceux-ci ne démarreraient pas les travaux d'exploitation des gisements promptement.



Sénégal

Le premier baril de pétrole a été produit

Le 11 juin 2024, le premier baril de pétrole sénégalais a été extrait. [L'annonce](#) a été faite par la compagnie australienne Woodside Energy qui exploite le champ de Sangomar avec la compagnie nationale Petrosen. Ce champ se situe en eaux profondes, à environ 100 km au sud de Dakar, avec des réserves estimées de pétrole brut d'environ 630 M barils. Le projet, dont le développement a été lancé en 2020, a nécessité environ 5 Mds USD d'investissements, selon la compagnie. Celle-ci vise une production de 100 000 barils par jour. Pour le Sénégal, cette première extraction sur le champ de Sangomar marque un tournant significatif, puisque Petrosen table sur 1 Md EUR de revenus attendus du gaz et du pétrole sur trente ans, et pourrait à terme transformer l'économie. En résulterait, une croissance attendue à 7,1% en 2024 et 10,2% en 2025.

Lancement d'un programme pour améliorer la qualité des produits d'origine animale

La 1^{ère} phase du Programme national de développement intégré de l'élevage au Sénégal (PNDIES-P1), [lancé](#) lors d'un atelier le 28 mai, vise à améliorer les chaînes de valeur du lait, de la viande et du miel. Soutenu par le ministère de l'Agriculture, la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque islamique de développement (BID) et la FAO, la 1^{ère} phase du programme, d'un coût de 78,6 M EUR, sera mis en œuvre dans dix régions sur une durée cinq ans. Il prévoit (i) d'accroître la productivité des productions animales, (ii) de moderniser la transformation et la mise en marché des produits et (iii) de professionnaliser les acteurs du secteur. Le projet bénéficiera directement à 32 000 personnes et indirectement à 950 000 personnes, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et la santé publique.

Baisse des prix de certains produits de grande consommation

Le 13 juin 2024, le Gouvernement sénégalais a [annoncé](#) une baisse des prix de certains produits de grande consommation, afin de contenir les pressions inflationnistes observées sur les produits alimentaires depuis 2021. Les aliments concernés sont (i) le sucre, dont le prix a augmenté de 27% entre avril 2021 et avril 2024, d'après l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) et dont le prix du kilo sera fixé à 600 FCFA (0,91 EUR), contre 650 FCFA actuellement ; (ii) les brisures de riz dont le prix baissera de 40 FCFA et ne pourra pas excéder 410 FCFA (0,62 EUR) ; (iii) l'huile raffinée, avec une baisse de 100 FCFA par litre ; (iv) la baguette de pain dont le prix sera fixé à 160 FCFA (0,24 EUR), soit une baisse de 15 FCFA. Le ciment, les télécommunications et les engrais seraient aussi concernés par cette baisse des prix. Pour parvenir à ce résultat le gouvernement s'est engagé dans certains cas à des réductions ou des suspensions des droits de douanes. Des interrogations demeurent toutefois sur la répercussion des baisses de prix négociées avec les importateurs dans les circuits de distributions et jusqu'aux consommateurs. L'entrée en vigueur de ces prix devrait être décidée à la suite d'une réunion du Conseil national de la consommation, qui aura lieu le 18 juin 2024.

Togo

Des performances économiques notables selon le FMI

Du 29 mai au 7 juin, une mission du Fonds Monétaire International (FMI), [a mené](#) des consultations au Togo au titre de l'Article IV de ses statuts. Selon les conclusions préliminaires, des efforts notables ont été réalisés en termes de rééquilibrage du déficit budgétaire. La situation macroéconomique serait robuste, avec une croissance économique continue (5,6% en 2023), une inflation retombée à 2,6%



en avril 2024 et une réduction de l'extrême pauvreté. La mission note aussi les efforts des autorités pour renforcer la viabilité de la dette et favoriser une croissance durable et inclusive, qui s'inscrivent dans les objectifs de l'appui financier accordé le 1er mars 2024 au Togo au titre de la Facilité élargie de crédit du FMI.

Pistes d'une future collaboration agricole avec la Corée

Le Président du Togo [a rencontré](#) le président de l'Autorité nationale coréenne de développement agricole, en marge du premier Sommet Afrique-Corée qui s'est tenu les 4 et 5 juin à Séoul. La volonté d'adhésion du Togo à la Korea-Africa Food and Agriculture Cooperation Initiative (KAFACI) a été évoquée, et devrait être finalisée en août prochain lors de la visite au Togo d'une délégation coréenne. Le Président du Togo a également échangé avec le PDG de la Compagnie SEJIN pour des projets d'enfouissement et de transformation des ordures en biomasse, et avec le Fond vert pour le Climat dans le but de renforcer le partenariat existant avec le Togo.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)